

Débouchés du COAI

KENYA — Équipement numérique-hydraulique de régulateur de turbine — La Kenya Electricity Generating Company Limited (KenGen) invite les fabricants et les fournisseurs à présenter des offres cachetées pour la conception, la fabrication, la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service d'un équipement numérique-hydraulique de régulateur de turbine destiné à la centrale de Kambururu. Le coût des documents d'appel d'offres (non remboursable; frais de poste et de messagerie non inclus) est de 5 000 shillings kenyans, ou l'équivalent en une devise librement convertible. Date limite : 21 février 2002. Pour obtenir les documents d'appel d'offres ou pour un complément d'information, s'adresser à : Procurement Manager, Kenya Electricity Generating Company Limited (KenGen), 2nd Floor, Phase III, Stima Plaza, Kolobot Road, Parklands, Nairobi, téléc. : (011-254-2) 3202-6200 ou 248 848. Ou communiquer avec M. Charity Kabaya, adjoint (Affaires commerciales), haut-commissariat du Canada, Nairobi, téléc. : (011-254-2) 21-53-05, courriel : charity.

kabaya@dfait-maeci.gc.ca en indiquant le numéro de dossier 011 205-05454. (Avis reçu du haut-commissariat du Canada à Nairobi.)

THAÏLANDE — Connecteurs aériens — La Metropolitan Electricity Authority invite des offres cachetées en vue de la fourniture de connecteurs aériens (appel d'offres n° MA5-7530-WBX). Le coût des documents d'appel d'offres est de 750 bahts la copie. Les frais de messagerie pour les adresses à l'extérieur de la Thaïlande sont de 45 \$US, payables au moyen d'une traite bancaire libellée au nom de Purchases & Stores Department et tirée sur la banque Krung Thai Bank Public Co. Ltd, Samyod Branch, 632 Mahachai Road, Bangkok 10200, Thaïlande. Date limite : 22 février 2002. Pour plus de détails, communiquer avec M. Pradit Suveeranont, directeur, Metropolitan Electricity Authority, Foreign Operations Section, Foreign Procurement Division, Purchases & Stores Department, Building No 6, 6th Floor, 121 Chakpetch Road, Bangkok 10200, Thaïlande, internet : www.me.a.or.th Ou communiquer avec M^{me} Veena Ngaoharoenchitr, agent de commerce, ambassade du Canada, Bangkok, téléc. : (011-66-2) 636-0568, courriel : veena.ngaoharoenchitr@dfait-maeci.gc.ca en indiquant le numéro de dossier 011 205-05462. (Avis reçu de l'ambassade du Canada à Bangkok.)

NÉPAL — Licence pour services de télécommunications rurales (STR) — La Nepal Telecommunications Authority (NTA) sollicite des offres cachetées présentées sous forme de demandes de licence (Request for Applications [RFA] for Licence) en vue de la fourniture de STR dans la zone de développement orientale (Eastern Development Region) du Népal. Cette invitation fait suite à des avis généraux d'appels d'offres parus dans les numéros de juillet et octobre 2000 et de novembre 2001 de Business Development. Le dépôt des soumissions se fera conformément aux lignes directrices de la Banque mondiale. Date limite : 25 février 2002. Le coût des documents RFA (non remboursable; achat obligatoire) est de

625 \$US (50 000 roupies népalaises). Pour les services de messagerie, il faut ajouter la somme de 100 \$US (8 000 roupies) par RFA. Le versement doit être libellé au nom de Nepal Telecommunications Authority, Account No. A/C010601 1664201, Nepal Arab Bank Ltd., Kantipath, Katmandou, Népal. Garantie de soumission : 100 000 \$US (8 000 000 roupies). Pour obtenir les documents RFA, prendre contact avec M. Singh Durbar, Chairman, Nepal Telecommunications Authority, Katmandou, Népal, tél. : (011-977-1) 221-944, téléc. : (011-977-1) 260-400 internet : www.nta.gov.np Pour plus de détails, communiquer avec M^{me} Alka Malik, adjoint (Affaires commerciales), haut-commissariat du Canada, New Delhi, téléc. : (011-91-11) 687-5387, courriel : alka.malik@dfait-maeci.gc.ca en indiquant le numéro de dossier 011 126-05290. (Avis reçu du haut-commissariat du Canada à New Delhi.)

Occasions d'affaires du COAI — Pour plus de renseignements, cliquer sur www.iboc.gc.ca

Rédacteur en chef : Suzanne Lalonde-Gaëtan
Rédacteur délégué : Louis Kovacs
Rédactrice : Julia Gualtieri
Mise en page : Yen Le
Tirage : 70 000
Tél. : (613) 992-7114
Téléc. : (613) 992-5791
Courriel : canad.export@dfait-maeci.gc.ca
Internet : www.infoexport.gc.ca/canadexport
Le lecteur peut reproduire sans autorisation des extraits de cette publication à des fins d'utilisation personnelle à condition d'indiquer la source en entier. Toutefois, la reproduction de cette publication en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite de CanadExport.

CanadExport est un bulletin bimensuel publié en français et en anglais par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), Direction des services de communications (BCS).

CanadExport est offert au Canada aux gens d'affaires qui s'intéressent à l'exportation. Pour vous abonner à la version imprimée, communiquez avec CanadExport au (613) 996-2225. Pour la version courriel, consulter l'adresse internet de CanadExport ci-dessus. Pour un changement d'adresse, renvoyez l'étiquette avec le code. Prévoir quatre à six semaines de délai.

Expédier à :
CanadExport (BCS),
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international,
125, promenade Sussex, Ottawa
(Ontario) K1A 0G2
ISSN 0823-3349

CanadExport

Une modeste entreprise de Rockwood (Ontario) pourrait sauver le monde malgré lui : ELI Eco Logic Inc. a mis au point un procédé unique en son genre qui permet de dissocier sans danger les composés organiques dangereux comme ceux que l'on trouve dans les armes de destruction massive. Le marché conclu par Eco Logic pour la mise à l'essai de cette technologie aux États-Unis ne pourrait tomber plus à point.

(Assembled Chemical Weapons Assessment - ACWA) de l'armée américaine pour qu'elles démontrent l'efficacité de leurs technologies de destruction ou de décontamination d'éléments de munitions chimiques assemblées. « Au fil des ans, nous avons décroché quelques marchés modestes, mais c'est au début de 2000 que nous avons obtenu un marché important qui nous a vraiment donné la

Contrat avec l'armée américaine grâce à la CCC

Comment assainir l'environnement

D'ici un an, le processus d'Eco Logic pourrait remplacer la méthode d'incinération actuelle et représenter la solution globale que cherche l'armée américaine pour éliminer en toute sûreté les armes stockées à Blue Grass (Kentucky). Tout au long, Eco Logic peut compter sur l'appui de la Corporation commerciale canadienne (CCC).

Constituée en société en 1987, Eco Logic est une petite entreprise de 25 employés, vouée à l'écotechnologie. Son processus breveté de réduction chimique en phase gazeuse (Gas-Phase Chemical Reduction^{MD} [GPCR^{MD}]), permet de détruire les diphényles polychlorés (BPC), les agents de guerre chimique et d'autres polluants organiques persistants, les réduisant à un produit gazeux non toxique classé comme combustible industriel pour les chaudières. « Il s'agit d'une solution sûre et rentable pour remplacer l'incinération », commente le directeur financier de l'entreprise, M. Brian Howlett.

L'entrée d'Eco Logic sur le marché américain a été motivée par le besoin de l'armée américaine de trouver une solution de rechange à l'incinération pour éliminer ses armes chimiques. Les États-Unis comptent parmi les 143 pays qui ont ratifié la Convention sur les armes chimiques, en vertu de laquelle les signataires s'engagent à détruire la totalité de leurs armes chimiques d'ici 2007.

En 1997, Eco Logic était l'une des sept équipes auxquelles on a attribué des marchés dans le cadre du Programme d'évaluation des armes chimiques assemblées

chance de mettre notre technologie à l'épreuve », explique M. Howlett.

Aux termes de ce marché de 3,2 millions \$ US, l'entreprise devait fournir un système GPCR^{MD} ainsi que huit mois de services d'exploitation afin de tester divers éléments et méthodes dans une installation d'essai de l'armée américaine. Dès le départ, Eco Logic a demandé et obtenu l'aide de la CCC. Celle-ci a joué un rôle d'entrepreneur principal et a fourni des garanties d'exécution et d'autres services liés au marché, comme le traitement des paiements proportionnels.

« Nous avons décidé de travailler avec la CCC parce qu'elle pouvait être d'un grand secours pour le flux de trésorerie », explique M. Howlett. « Nous avons beaucoup retiré de notre collaboration avec la CCC. Elle nous a aidé à accélérer le déroulement de la procédure de paie. En effet, nous avons éprouvé quelques problèmes sur le plan de la gestion de la paie et de la tenue des livres. La CCC veille sur nous et nous épaula constamment. »

Au printemps 2001, l'entreprise a reçu des modifications de marché évaluées à 5,8 millions \$ US qui prévoient l'ajout de deux phases au programme ACWA : une phase pour mettre à l'essai différentes matières, l'autre pour concevoir une installation complète au dépôt militaire Blue Grass, à Lexington (Kentucky) et évaluer les coûts du projet. La conception sera réalisée en partenariat avec plusieurs sociétés d'ingénieurs américaines.

DES SOLUTIONS COMMERCIALES POUR NOS EXPORTATEURS



La Corporation commerciale canadienne (CCC) est un organisme de vente à l'exportation du gouvernement du Canada. Elle offre un accès privilégié aux marchés de l'aérospatiale et de la défense des États-Unis et se spécialise dans la vente aux gouvernements étrangers.

Les exportateurs canadiens qui font appel à la CCC ont de meilleures chances de remporter des marchés publics ou privés et bénéficient d'un avantage concurrentiel en raison de l'expérience de la CCC en matière de passation de contrats et de sa formule unique de garantie d'exécution des marchés offerte par le gouvernement.

La CCC peut faciliter les ventes à l'exportation, et ses efforts permettent fréquemment aux exportateurs d'obtenir une dispense de caution de bonne exécution, des garanties de paiement anticipé et des modalités contractuelles plus favorables.

Au besoin, la CCC fait office de maître d'œuvre pour les opérations intergouvernementales et permet d'obtenir un financement des exportations avant livraison auprès de sources commerciales.

Pour plus de renseignements, communiquer avec la CCC, tél. : (613) 996-0034, sans frais : 1 800 748-8191, téléc. : (613) 947-3903, internet : www.ccc.ca

La CCC est d'accord. « Le projet aura un impact substantiel sur la dépollution, selon M^{me} Gabriela Gref-Innes, gestionnaire de projet de la CCC. Nous nous réjouissons de pouvoir y participer et ferons l'impossible pour qu'Eco Logic remporte le marché sur la dernière phase du projet. »

Si l'entreprise remporte effectivement le marché, elle pourrait être choisie pour fournir une solution complémentaire d'élimination des déchets secondaires destinée aux huit autres lieux d'entreposage d'armes chimiques de l'armée américaine. Ensuite, les autres nations signataires de la Convention sur les armes chimiques qui se sont engagées à détruire leurs armes chimiques manifesteront peut-être de l'intérêt. « Oui, nous croyons que nous allons sauver le monde », déclare M. Howlett.

Pour plus de renseignements, communiquer avec M. Brian Howlett, directeur financier; tél. : (519) 856-9591, poste 205, téléc. : (519) 856-9235, courriel : brian.howlett@ecologic.ca internet : www.ecologic.ca

(On trouvera la version intégrale de cet article à www.infoexport.gc.ca/canadexport puis cliquer sur la rubrique « Vente à l'exportation et gestion de contrats ».)